



Pourquoi la CGT est contre la fermeture des trésoreries ?

Quelques éléments de réponse....

1) Alibis de la DDFIP

Le directeur prend comme prétexte que la situation des petits postes serait intolérable pour les agents et qu'il faut les fermer....

Mais où est passé le discours « du guichet fiscal unique au plus près de la population » que l'administration a vendu à tout le monde pour cautionner la fusion impôts-trésor ? La proximité ne se mesurerait plus en kilomètres, il y a internet !!!

Les discours s'adaptent en fonction du vent comme de véritables girouettes....

Concernant les moyens humains, c'est bien l'administration qui est responsable de la situation actuelle en appliquant de façon dogmatique, années après années, les suppressions d'emplois et les transformations de missions.

La DDFIP a beau jeu par la suite de dénoncer une situation inconfortable pour les agents. C'est une stratégie bien rodée et appliquée volontairement.

Les suppressions de postes dans notre administration, ne sont que la conséquence de l'austérité réclamée par le politique ! Pourtant jamais autant de richesses n'ont été produites dans le pays, mais par contre, des milliards de cadeaux sont donnés aux entreprises et aux actionnaires sans contre partie. Cette politique ne règle rien, car il y a toujours plus de chômeurs et de fermetures d'entreprises alors que le MEDEF avait promis la création d'1 million d'emplois.

2) Les dernières annonces...

Lors du dernier Comité Technique Local, le directeur nous a annoncé que la perception de Saverdun disparaîtrait et fusionnerait avec celle de Pamiers.

Avec ces propos, le directeur nous confirme qu'il n'y a pas que les petits postes de concernés par ces fermetures.

D'autres trésoreries sont également menacées de fermeture rapide selon le directeur, telles que La bastide de Sérou, Le Mas d'Azil, le Fossat, Varilhes, en le laissant faire c'est lui permettre de fermer 8 trésoreries mixtes sur 13.

Dans le même temps, dans des départements limitrophes le recouvrement des impôts des particuliers sort des trésoreries pour être transféré au sein des SIP.

Le devenir des trésoreries comme services de l'Etat est dès lors menacé. En sortant le lien avec les impôts de l'Etat, rien ne garantit que les trésoreries et leur personnel ne soient transférés au sein des collectivités territoriales ou dans des agences comptables. D'ailleurs, l'Article 40 de la loi n°2014-1545 du 20/12/2014 permet aux collectivités locales de faire appel à des prestataires privés pour recouvrer leurs créances.

Enfin, des discussions sont en cours pour fusionner d'autres services comme les SIE, le Service de la Publicité Foncière et l'Enregistrement, certains services de la direction seraient régionalisés, et tout ce que nous cachent nos dirigeants...

3) Contexte national

Aujourd'hui, le gouvernement ajoute à ce tableau la réforme territoriale. La création des super-régions, des métropoles et les fusions de communes toujours plus importantes aboutissent au recul du rôle de l'état et à l'affaiblissement des politiques publiques. Selon le directeur, notre réseau se calera sur les nouvelles structures territoriales, alors que rien dans la loi ne l'y oblige.

Pour nous, agents de la DGFIP, il y a un risque encore plus grand de voir nos statuts particuliers et nos règles de gestion disparaître. Le 7 mai dernier, le gouvernement a publié le décret instituant une «charte de la déconcentration» qui permet aux préfets de régions «de déroger aux règles fixées par les décrets relatifs à l'organisation et aux missions des services déconcentrés de l'Etat». A travers la loi sur la mobilité, il est prévu qu'en cas de changement de travail, les agents ont la garantie du maintien de leur salaire durant une durée de 7 ans.

Pour ceux qui pensent que ce serait impossible, il suffit de se rappeler du transfert des missions et des agents de l'équipement au Conseil Général.

4) La CGT décide de résister !

Résister, c'est s'opposer dès cette année aux fermetures des 3 trésoreries,

Résister, c'est combattre les futures réformes nocives pour les citoyens/usagers des services publics et pour nous agents DGFFIP.

Résister, c'est prendre position pour une autre politique de l'utilisation de l'argent public au service des populations.

Résister, c'est aussi pour la CGT une question de principes contre ce que nous qualifions de reculs et de désertification de l'Ariège !!!

Nous sommes tous concernés et seule notre mobilisation en lien avec la population pourra faire échec à la mise en pièce de notre réseau !